
Un combat d'idées, encore et toujours

Christian Couturier – Secrétaire National pédagogique

J'avoue que pour préparer cette intervention, j'ai relu celle que j'ai faite en 2005 au Forum... et je me suis dit que je pouvais reprendre quasiment à l'identique ce que j'avais dit... Mais à la réflexion non. Finalement, en 5 ans, tout s'est terriblement accéléré... et on a redécouvert la lutte des classes !

Ces EPSiliades se situent dans un moment très particulier, qui a vu une lutte massive et unitaire inédite sur un temps aussi long. Cela montre les forces possibles de rébellion : si tous les gens qui sont descendus une fois dans la rue le faisaient tous ensemble... .

La réforme des retraites a été le cœur de la mobilisation depuis la rentrée, mais tout le monde a bien vu, et les sondages le montrent, que le raz-le-bol et la contestation touchent toute la politique du gouvernement, secteur par secteur. C'est d'une certaine manière ce qui pourrait expliquer sa longévité : la perception que des changements profonds sont en train de s'opérer.

Cette politique a des aspects très visibles (retraites, diminution des postes dans la fonction publique...) et d'autres qui le sont moins. C'est plutôt là que je voudrais porter le regard et la première interpellation que je nous fais collectivement à propos de l'évolution de la société.

Le SNEP, avec d'autres, a appelé chacune et chacun, ces dernières années, à résister. Résister aux pressions, résister aux transformations de plus en plus libérales, résister à la montée en puissance de l'individualisme... aux dégradations de ce que le sociologue Robert Castel appelle les « béquilles sociales », c'est-à-dire toutes les mesures de protection qui rendent la société plus vivable... Résister était même, d'une certaine manière, l'image identitaire du syndicalisme.

Il nous faut prendre la mesure de ce qui est en jeu aujourd'hui pour **partir ou repartir au combat** sur des sujets à la fois très anciens et très nouveaux : on peut par exemple se demander si le cycle qui a porté la revendication de « défense des acquis » n'est pas terminé.

Il est peut-être aujourd'hui nécessaire de penser non plus la « simple » résistance ou défense, **mais une véritable reconquête d'idées comme l'idée de démocratie** qui a été laminée par d'un côté la peur terroriste et de l'autre le zèle des gouvernants à servir les puissants. Dans le même temps il faut conquérir de nouveaux horizons qui permettent de continuer à penser un autre lendemain. Il y a des voix au niveau international, comme Naomie Klein¹ par exemple, pour nous alerter.

C'est un combat difficile car nos gouvernants sont outillés, à l'échelle de la planète, pour nous faire admettre qu'aucun autre monde n'est possible, que rien de ce qui est proposé ne peut être autrement. C'est vrai pour les retraites où le seul argument lancinant et persistant a été : c'est comme ça, pas d'autre choix possible !

1 La stratégie du choc. Naomie Klein. Actes sud. 2008.

C'est vrai pour tous les sujets, y compris ceux qui touchent notre quotidien : les budgets, les réformes scolaires, et même le cœur de notre enseignement en EPS avec les programmes disciplinaires : circulez, il n'y a rien à voir !

Les bases mêmes de notre fonctionnement démocratique sont en train d'être détruites **par le refus du débat** qui en soi devient subversif car débattre c'est admettre qu'il y a un autre possible. L'inspection Générale, en boycottant cette initiative, en avait compris le risque.

Dans le même temps une nouvelle organisation de la société se met en place par petites touches. Les rouages changent de nature : tous les lieux de régulation, voire de contre-pouvoir, qui sont à grande échelle des garde-fous, ont quasiment tous sauté sous l'assaut du pouvoir Sarkozien.

Dans notre champ, le conseil supérieur de l'éducation est un exemple type de cette logique. Il servait à pondérer une politique, par les usagers (syndicats en particulier), et à ne pas laisser le pouvoir faire n'importe quoi.

L'épreuve de la rue, d'une certaine manière était également le moment d'une régulation sociale de la politique. Aujourd'hui, nos repères sont bouleversés. C'est pour cela que F. Fillon a donné l'ordre de ne rien céder sur les retraites, car idéologiquement **il reste encore des freins qu'il leur faut détruire pour laisser enfin le champ libre à ceux qu'il représente.**

Même le Parlement et le Sénat, sont « mis au pas » par le Président et son Premier Ministre. Le capitalisme est dans une crise dont on voit les effets tous les jours. **Pour se régénérer il doit passer à une nouvelle phase de surexploitation des salariés (enseignants compris évidemment) , chose qu'il ne peut faire admettre que par l'installation d'une soumission et la mise en place d'un « descendeur social ».**

Pour faire accepter ce « programme », toute une hiérarchie, aux ordres, a été mise en place pour distiller et faire appliquer les directives. Certains auteurs² montrent que depuis une trentaine d'années, la gestion managériale conjuguée à la promesse d'un bien-être gagné par chacun (y compris contre les autres) renforcent au quotidien l'assignation au silence et à la résignation. **Le mot d'ordre patronal est aujourd'hui de briser les solidarités collectives.**

Alors, que faire ? D'autant que « *Nous sommes dans une période critique de l'histoire où les anciens modèles n'en finissent pas de se décomposer sans qu'apparaisse les signes d'un renouveau sur un plan d'ensemble.* » (JP Legoff³).

Il y a des points d'appui dans ce qu'on fait aujourd'hui pour transformer la société. Il y a aussi des pièges. D'où la nécessité d'avoir une grille de lecture et de se positionner individuellement et collectivement. Pour rester sur le « déni de démocratie », il est nécessaire d'interpeller le plus grand nombre : sommes-nous tous devenus des citoyens soumis, des applicateurs, des exécutants ? Prenons la mesure de ce qui se joue à l'échelle de la société ? Les luttes de ces derniers mois et votre présence massive à ces EPSiliades sont un élément de réponse et un message fort à ceux qui attendent avec impatience la chute de la maison SNEP.

2 Laval, Dardot, Legoff, Généreux, etc..

3 US mag, N°699 du 18 septembre 2010

Mais aujourd'hui, avant de chercher des solutions, il nous faut probablement d'abord reconstruire ensemble la façon de poser les problèmes. Lors de ces EPSiliades, **vous ne repartirez peut-être pas avec des solutions toutes faites, mais peut-être avec des problèmes de meilleure qualité !!!** Condition pour repartir au combat bien armé !

Ce qui paraissait acquis est à nouveau devant nous : la démocratie est un combat, le progrès social est un combat, la liberté est un combat, le respect est un combat. Et ce combat pour une société plus émancipatrice et plus solidaire, est autant individuel que collectif....

Et l'école, évidemment, est au cœur d'un combat d'avenir

Le système éducatif est plus que jamais un enjeu de société. L'Éducation Nationale est en tension, relayant à son niveau celles de la société citées plus haut.

Pour nous sa mission fondamentale reste de **faire entrer chacun dans le processus de civilisation, qui consiste d'abord à apprendre et comprendre le passé, en travaillant ses aspects les plus marquants dans tous les domaines (sciences, arts, techniques...) pour agir, au présent, et s'investir, si possible, dans un avenir plus ou moins proche.**

Au regard de cette mission, l'école ne peut, ne doit pas être la propriété que quelques-uns, que ce soit des politiques ou des entrepreneurs... Sans doute plus qu'ailleurs le besoin de démocratie y est plus fort. C'est pourquoi nous ne pouvons, nous ne devons accepter ce qui se passe aujourd'hui : arrêt de la démocratisation par l'école, renoncement vis-à-vis de certaines franges de la population, idéologie des talents, culpabilisation des familles en cas d'échec ...

Déjouons certains pièges savamment déposés devant nous : le pouvoir utilise nos propres mots (réussite de tous par exemple) pour faire passer son idéologie pour laquelle la réussite de certains (dont, au passage, une bonne partie de nos propres enfants) pourrait s'accommoder des baisses importantes de moyens qui nuisent prioritairement au plus défavorisés.

Cette politique, pour s'appliquer concrètement, s'appuie sur la concentration des prises de décisions sur quelques personnes et sur la volonté, y compris par des intimidations dignes d'un autre temps (voir par exemple ce qu'il s'est fait sur les « tuteurs »), de faire taire toutes voix discordantes.

Nous voyons à l'œuvre la mise en place du système politique évoqué plus haut, basé sur la crainte du niveau supérieur et la pression sur le niveau inférieur : du premier ministre à l'enseignant, n'y aurait-il plus qu'une longue liste d'applicateurs plus ou moins zélés ? (voir aussi par exemple la volonté d'ajouter un Préfet de études ou la mise en place des profs référents qui n'ont comme but que de mettre en place une hiérarchie entre enseignants, chose qui n'existait pas avant).

En 2002 l'OCDE (cité aussi par le rapport Obin, 2003) avait prévu deux possibilités pour l'avenir : un plan où les enseignants devenaient concepteurs (reconnaissance sociale, financière, symbolique...) et un plan où ils étaient exécutants, ce plan nécessitant de renforcer tous les systèmes d'inspections et de contrôles intermédiaires.

Pour ceux qui sont en bout de course, la vie, c'est-à-dire en l'occurrence le travail, devient insupportable, pris dans une gangue de prescriptions et de contrôles plus ou moins musclés. Chacun aura soin de qualifier ce type de société ainsi mise en place.

Le statut de fonctionnaire est un statut qui préserve normalement de tout cela. Pas étonnant qu'il faille le détruire. Mais là encore, **interrogeons-nous sur notre propre action** quotidienne : ne mettons-nous pas nous-mêmes la machine en marche en allant parfois au-delà de ce qui est demandé, ne sommes-nous pas, sans doute malgré nous, des applicateurs zélés nous aussi ? De la formation aux programmes disciplinaires, comment être sûr de ne pas véhiculer, y compris au travers de notre enseignement, des valeurs que nous récusons ?

Tous les éducateurs que nous sommes se sont fixés, et le projet est largement partagé (tous les programmes scolaires le disent), l'objectif de **former un citoyen lucide et critique**. Ou en sommes-nous dans ce projet ? Sommes-nous finalement nous-même assez lucides et critiques individuellement et collectivement ?

La conséquence est qu'il faut partir au combat et rebâtir un idéal pour l'école :

- Construire une école au fonctionnement démocratique : aujourd'hui, seuls les chefs ont le droit de décider : Ministre-Recteurs-IA-Chef d'établissement, mais l'enseignant est seul face à ses classes pour appliquer, chose que, de plus, il ne peut pas faire pour ne pas grever la qualité de son enseignement. Cette tension contradictoire provoque je l'ai dit une souffrance au travail très nouvelle, y compris chez les enseignants d'EPS, chose encore plus nouvelle.
- Construire **une école qui conduise l'élève à l'acquisition des savoirs lui permettant d'adopter d'autres attitudes cognitives que la conformité**, par exemple en apprenant à soutenir des controverses dans un cadre éthique. Car aujourd'hui, on a le choix entre le consensus mou (toute discussion est considérée comme un conflit) ou l'incompréhension, l'ignorance voire le mépris qui conduit à la rupture scolaire, qui conduit elle-même à la répression scolaire. **L'école doit faire acquérir à tous, les catégories de pensée qui permettront à chacun d'affronter la conflictualité sociale dans laquelle ils évoluent**. Cette école-là repose donc sur un projet social, politique et humaniste explicite. A l'inverse, la politique massive et explicite d'une approche par compétences ou connaissances morcelées et isolées les unes des autres (ex du livret de compétences) est un levier essentiel d'une politique qui ne veut surtout pas que la masse devienne intelligente.
- **Construire une formation des enseignants en adéquation avec ce projet**. Si la pédagogie ne peut à elle seule résoudre la crise de l'école, assurément, sans réflexion pédagogique, il est impossible d'identifier les ressorts possibles pour former à l'esprit critique. Les injonctions d'aujourd'hui visent à instaurer « les bonnes pratiques » (entendons, définies par l'inspection). On n'aide pas l'enseignant à construire les outils d'intervention, on lui demande d'appliquer ce qui a été identifié par d'autres comme étant bon. Le gouvernement ne s'est pas trompé de cible. En cassant la formation, il casse le métier « à la source », il l'attaque en profondeur. Voilà ce qu'il faut changer : enseigner, qui plus est pour faire réussir tout le monde, est un métier complexe qui s'apprend. Il n'y a rien de génétique, rien de spontané !

Le sport se désportivise

L'itinéraire du sport devrait être un des piliers de notre réflexion quotidienne. Comme un prof de lettres pour la littérature, un prof d'arts plastique pour la peinture... Comment prétendre cultiver les élèves si nous-mêmes nous ne l'étions pas ?

Dans la plupart des autres disciplines, les réflexions existent sur les chemins que prennent leurs champs culturels : il y a des critiques dans les médias, des travaux universitaires, des essais... . Mais nous pouvons nous interroger : quelle est la réflexion produite sur le champ du sport ? Quels sont les travaux qui étudient de près les évolutions ? Bien sûr tout le monde a parlé et commenté les déboires de l'équipe de France de foot cet été, vanté les mérites de celles d'athlétisme et de natation.

Mais voilà justement le problème, tout cela fait partie de la sphère commune, du sens commun. Même la critique radicale, lancée par Brohm dans les années 70, n'a pas été en mesure de renouveler son discours et redit indéfiniment les mêmes choses conduisant à la seule conclusion logique : « à mort le sport ! ».

Dès lors sur quoi s'appuyer pour penser la culture de notre temps ? Le bon sens ? Comment se fait-il qu'un phénomène planétaire comme celui-ci, imbriqué dans tous les recoins de la vie quotidienne, fasse aussi peu l'objet d'intérêt pour le champ de la pensée et de la production d'idées ? Il faut saluer à cet égard la production de l'INSEP⁴ qui vient de publier une collection remarquable en interrogeant philosophes, sociologues, anthropologues, ainsi que quelques chercheurs qui d'ailleurs sont souvent dans nos manifestations

Comment analyser par exemple le passage d'un ministère des sports à une tutelle de la santé⁵ ? Une volonté politique que les historiens analyseront plus tard. Mais ce que l'on analyse clairement déjà, c'est la coupure de plus en plus forte du sport professionnel, du sport olympique avec le sport, celui que pratique la grande masse. Ce dernier est « renvoyé » soit aux collectivités territoriales qui doivent trouver des ressources pour fonctionner, ou au privé qui s'investit de plus en plus.

Et la santé, telle que véhiculée actuellement, n'est que du physiologique, de l'énergétique : bouger. Que devient le sport si son objectif principal devient seulement bouger ? En tout cas pour ce qui nous concerne directement, dans cette logique, l'aspect éducatif disparaît complètement au profit en fait d'une conception étroite de la santé.

Faut-il s'engouffrer dans ce boulevard, à la mode, mais qui rapporte éventuellement des financements et des clients ? L'interpellation là aussi est celle du citoyen, décideur, pratiquant, dirigeant... si le sport devient d'un côté un spectacle formaté pour la télé et de l'autre une simple invitation à bouger... Quid de la transformation de soi dans des registres inhabituels, quid de la socialisation spécifique et irréductible par le sport, quid du partage de valeurs, quid des connaissances pratiques sur soi et les autres, quid d'un style de vie original... Quid donc de l'éducation aux sports, par le sport ? S'il n'y a rien d'humainement intéressant dans le sport, effectivement, plus besoin d'éducation. Juste des pratiques. **Allons nous laisser le sport se désportiviser ?**

4 Regards sur le sport, Sous la direction de B. Pichery et F. L'Yvonnet. Ed Le Pommier. 2010.

5 NDR : nous n'avions pas au moment de cette intervention le résultat du remaniement ministériel qui ré-institue un ministère des sports de plein exercice. Rectification des erreurs passées ?

Les rapports des profs EPS au sport ne sont pas simples parce que le fruit d'une histoire compliquée. Mais je suis sûr de ne pas me tromper en disant que les enseignants d'EPS, pendant une longue période, ont permis un développement et un renouvellement du sport (nous avons encore aujourd'hui des dirigeants et des cadres remarquables dans de nombreux sports). Ne devons-nous pas aujourd'hui renouer un contact plus massif avec le mouvement sportif, **avec l'objectif explicite de prendre notre part à son évolution** ?

Faire évoluer le sport, au quotidien, ça veut dire quoi ? Où sont les lieux de débats sur l'évolution des règlements, des formes de compétition, des pratiques qui s'éloignent des stéréotypes masculins/féminins ; d'un sport qui développe aussi réflexion et esprit critique sans se transformer en pensum intello, de la « production » de dirigeants et dirigeantes dans le mouvement sportif, eux-mêmes porteurs de transformations...

Comment redonner enfin au « sport éducatif » ses lettres de noblesses, mis à mal qu'il est par la politique néolibérale et l'argent...

Une EPS de combat, ce serait quoi ?

Comment penser que l'EPS puisse échapper totalement à ce contexte dégradé et dégradant ? Quelques exemples choisis mettront en évidence le chemin emprunté actuellement, ainsi que les pièges sous-jacents et donc quelques zones de combat. Je dis combat, bien sûr parce que c'est le thème choisi de ce rendez-vous, mais aussi et surtout parce qu'il faut placer chaque chose à sa place : les combats d'idées sont selon moi des plus nobles et des plus enrichissants. On peut être âpre dans ce combat et respecter qui n'a pas le même point de vue. C'est malheureusement une valeur qui s'est passablement perdue chez nombre de nos contradicteurs, particulièrement institutionnels.

La politique de l'EPS épouse aujourd'hui les contours de la politique du pouvoir et repose ainsi sur quelques caractéristiques marquantes :

- Une annonce de lutte contre l'échec qui produit son contraire. L'argumentaire de l'institution sur l'échec des filles par exemple est simpliste. Les filles n'aiment pas l'affrontement (disent qu'elles n'aiment pas !), l'EPS est très centrée sur l'affrontement, donc elles échouent, donc il faut limiter l'affrontement et leur proposer de la « CP5 ». Pouvons le raisonnement, les garçons n'aiment pas danser, donc ne cherchons surtout à leur proposer de la danse, ça pourrait les faire échouer... idem en maths, puisque les filles, ont des moins bonnes notes en géométrie ! on voit bien où mène ce discours, à des renoncements successifs qui touchent – encore et toujours – les élèves les plus fragiles. Non le vrai pari de l'éducation à une culture commune, **c'est de permettre à chacun de rencontrer l'autre à travers la mémoire déposée dans les objets culturels. Le défi serait donc de faire rentrer les garçons dans la danse et les filles dans l'affrontement, au lieu de les enfermer dans leur culture dominante, l'entretien pour les filles et les non sportifs, et la compétition pour les autres.**
- Concernant les contenus de l'EPS, une double tendance « historique » est toujours présente : la recherche d'une dé-sportivisation de l'EPS, actualisée par le néo-hygiénisme de la « CP5 » côté institution pédagogique, qui entraîne souvent dans le même temps et paradoxalement une superposition EPS/animation sportive, côté ministère avec l'expérimentation « sport l'après-midi ». Pour « dé-sportiviser », toutes les raisons sont bonnes, idéologiques, politiques, pratiques. Mais surtout au nom de la non-concurrence EPS-Sport, ce qui n'a jamais été démontré. Nous observons

même des situations qui prouveraient plutôt l'inverse : exemple de l'école primaire où les intervenants extérieurs sont entrés de manière massive pour apporter ce que l'enseignant n'apportait pas : la technique ? L'horaire n'a pas augmenté. Autre exemple : dans les autres pays où à côté d'une EP « de base », « éducative », (faite souvent de petits jeux) les clubs sportifs viennent régulièrement faire leur marché en faisant des séances de « vrai » sport aux enfants. Mais maintenant que le sport se dé-sportivise, on risque pour la première fois se retrouver véritablement sur le même plan : le champ de l'entretien physique et de la santé. Curieux retournement de situation où ceux qui voulaient défendre l'EPS en la sortant de la culture sportive, la mettent pour le coup dans une concurrence réelle, les objectifs mêmes ne pouvant plus être différenciés. La deuxième tendance, inverse, consiste à superposer EPS et animation sportive, comme le montre la fausse expérimentation « cours le matin et sport l'après-midi ». Au bout du compte, le ministère et la DGESCO, plus habiles en d'autres temps se sont mis dans une situation schizophrène, en appuyant d'un côté le « tout CP5 », soutenus en cela par les autres syndicats anti-SNEP et donc anti-EPS, et de l'autre ramenant l'EPS en simple supplément d'âme dans le cadre des rythmes scolaires.

- Une tendance se perpétue aussi à vouloir limiter l'EPS à une discipline à visée générale ou contributive à d'autre chose... Nous avons aujourd'hui l'aboutissement de ce cheminement avec le socle, indispensable, dans lequel ne figure pas la culture physique sportive et artistique, et les disciplines qui contribuent à le faire acquérir. Nous ne nions pas notre apport éducatif « général », ce serait idiot de notre part. Mais nous affirmons haut et fort qu'on ne développe pas la réflexion sur soi, l'esprit d'initiatives, ... sans devenir compétent dans des activités concrètes. Or le socle ignore notre champ culturel : nous avons été les seuls à vraiment nous battre pour un huitième pilier... Moralité « l'expérimentation » SPAM (sport l'après-midi) renvoie l'EPS avec les pratiques dites culturelles (ce qui en dit long sur la place de la culture dans l'école), l'après-midi (c'est-à-dire en dehors des heures de cours et d'enseignements « fondamentaux »). Le HCE (Haut Conseil de l'Ecole) propose même l'optionnalité, même en collège !
- Il y a malheureusement un rejet de son apport spécifique, centré sur **une culture technique spécifique, qui ouvre, par les contraintes d'apprentissage qu'elle impose, un rapport au monde particulier, rapport au temps, rapport à l'espace, rapport aux autres, dans un registre d'affrontement/coopération original qui doit déboucher effectivement sur un développement personnel** (clin d'oeil à Gilles Klein⁶ ici présent), **à travers le développement des autres**. Au contraire, l'individualisation de l'enseignement, le focus sur l'individu est bien dans les cordes libérales. Etre soi-même sa propre référence est la meilleure manière d'installer l'idée que le collectif est impossible. Cette logique produit, chez les plus défavorisés soit une « assignation à résidence » (Rochex) en prenant « conscience de ses limites », soit une aliénation parfois redoutable dans un communautarisme apparemment protecteur, mais tout aussi aliénant.

Comment en EPS se repositionner de façon offensive sur notre projet social et culturel, c'est-à-dire sur notre rôle dans le devenir de la société et donc des individus qui la composent ? C'est une des questions qui nous ont conduits à organiser ces rencontres.

6 Gilles Klein a été responsable du groupe technique qui a produit les programmes lycée de 2000.

Votre présence est déjà une réponse en montrant la combativité historique de notre corporation. Je redis encore la grande fierté que j'ai de faire partie de cette profession qui sait se doter de militants généreux. Les débats que nous espérons riches permettront peut-être de trouver matière à réflexion : bonnes Epsiliades